



COMMUNIQUE

La presse, un jeu de Monopoly pour Drahi

Patrick Drahi vient d'annoncer au comité d'entreprise du groupe *L'Express* un projet de cession de douze titres de son pôle de presse écrite pour ne conserver que *Libération*, *L'Express*, *Point de vue*, *01 Net*, *A nous Paris* et *My Cuisine*.

Ainsi seraient cédés : *Mieux vivre votre argent*, les titres du pôle décoration, *Studio Ciné Live*, *Lire*, *Classica*, *Pianiste*, ainsi que le Salon du travail et Job Rencontres.

À quoi joue-il ?

En deux ans, de 2014 à 2016, il avait racheté une cinquantaine de titres de presse en commençant par *Libération*, puis le groupe Express au groupe belge Roularta, puis le groupe NewsCo. Il avait créé Altice Média Group pour réunir ses participations dans les médias, avant de le vendre à SFR un an plus tard.

Déjà les personnels avaient fait les frais de la politique de Patrick Drahi avec des départs nombreux à *Libération*, la fusion de *L'Express* et de *L'Expansion*, puis la vente du groupe *L'Étudiant*.

En annonçant la vente de ces douze derniers titres, il prétend se recentrer sur l'information générale, au mépris des personnels et particulièrement des journalistes qui n'auront fait qu'un bref séjour dans le groupe Altice, non sans avoir été malmenés.

Combien de journalistes perdront leur emploi dans l'opération ? Pour Drahi, la presse n'est qu'un produit d'appel pour ses offres d'abonnements à SFR, en perte de vitesse. L'information générale n'est vue que sous l'angle d'un contenu pour « doper » la marque SFR.

Le SNJ-CGT dénonce cette mainmise des opérateurs de télécommunications sur les médias ; l'information n'est pas un produit comme les autres ; elle ne peut être considérée comme un produit d'appel, au détriment de l'information citoyenne, au moment où l'abstention aux élections est de plus en plus problématique.

Le président de la République qui a promis de « garantir l'indépendance des médias d'information » trouvera là matière à agir.

Le SNJ-CGT saura lui rappeler cet engagement qui, au contraire de la casse du code du travail, contribuerait au sauvetage de la démocratie.

Montreuil, le 20/06/2017